



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en,3277>

Chronique

# Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1140 - mars 2013 -

Date de mise en ligne : samedi 1er juin 2013

Date de parution : mars 2012

## Description :

Jean-Pierre Mon, qui n'est pas étonné que les Italiens aient désavoué Mario Monti, s'indigne que notre ministre des Finances puisse se prétendre "socialiste" et déclarer qu'il faut, comme le G20, laisser les marchés fixer les taux de change.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

## Les titres stupides

« L'Italie anti-rigueur alarme l'Europe" [1], ce titre stupide est encore à mettre au compte, déjà très élevé, du Monde. Car quelle est l'Europe qui s'alarme du vote des Italiens ? Est-ce celle des peuples grec, italien, espagnol, portugais, irlandais, français, anglais, soumis à une rigueur toujours plus dure, à un chômage en crue, qui les précipite dans une misère toujours croissante ? Celle des peuples que l'on interdit de référendum ou que l'on fait revoter jusqu'à ce que les résultats conviennent aux instances européennes ?

Ou bien est-ce celle des eurocrates de la Commission de Bruxelles soumise aux lobbies des grandes multinationales, l'Europe de la Bourse, des banques, celle qui abrite les paradis fiscaux de la City de Londres, de Jersey, du Luxembourg, de Vaduz, etc... ?

Ces messieurs du Monde voudraient-ils que, non contents de recevoir des coups, les peuples européens disent merci et en redemandent ?

Le début de l'éditorial de ce même numéro du Monde est particulièrement édifiant : « Beaucoup le redoutaient : c'est le pire des scénarios qui s'est produit en Italie au terme des élections générales des 24 et 25 février. C'est inquiétant pour la Péninsule. C'est alarmant pour l'Europe [...] L'Italie se retrouve ingouvernable. M. Monti a été sèchement désavoué ». Alors que c'est le contraire qui eût été étonnant !

## Nouvelle guerre des monnaies ?

Selon le communiqué publié à l'issue de la réunion à Moscou des ministres des Finances du G20, les pays membres s'engagent à ne pas procéder à des dévaluations compétitives de leurs monnaies. Le ministre français, Pierre Moscovici a déclaré : « Nous avons abordé la question des changes avec un refus commun d'entrer dans une guerre des monnaies. Nous souhaitons que l'approche sur la question des changes se fasse de manière coopérative [...] C'est pour cela que nous sommes tombés d'accord pour dire que ce sont les marchés qui doivent fixer les taux de changes » [2]. Qu'un ministre soi-disant "socialiste" soit d'accord pour laisser au marché le pouvoir de fixer le taux de change de sa monnaie, c'est proprement ef-fa-rant. De plus, comme l'analyse Alain Faujas, « la monnaie est la dernière arme dont disposent les économies avancées pour corriger les effets morbides de la crise sur leur marché du travail. La correction des déficits et la maîtrise de la dette publique ne permettent plus une relance par la dépense et l'investissement public » [3]. En fait, les ministres des Finances se moquent des "dégâts collatéraux" que les mesures qu'ils prennent peuvent provoquer chez leurs "partenaires".

Or les initiatives monétaires qui ont été prises par ce G20 pour "accélérer la reprise" n'ont absolument pas été coopératives, mais totalement désordonnées.

"Faire marcher la planche à billets", reste toujours le summum de l'horreur pour nos économistes. C'est pourtant ce que ne se privent pas de faire ni la Réserve fédérale des États-Unis depuis trois ans ni, depuis quelques mois, la Banque Centrale Japonaise que le nouveau premier ministre Shinzo Abe se dit prêt à nationaliser si elle n'injecte pas encore plus de liquidités dans le système financier ! Mais les ministres du G20 ont accepté ces dévaluations qui minent la compétitivité de l'UE. « Oui, c'est de l'hypocrisie, commente un économiste, mais il n'y a pas moyen de faire autrement [...] il est vrai que la zone euro est le dindon de la farce, coincée qu'elle est entre les politiques non conventionnelles des États-Unis et du Japon, qui dévaluent de facto leurs monnaies, et le refus de l'Allemagne

d'emboîter le pas, ce qui a pour effet de faire monter le cours de l'euro et de nuire à nos exportations. Nous ne sommes pas sortis de l'auberge » [2].

D'autant plus que la Livre sterling continue de baisser (en deux mois elle a perdu 5% par rapport au dollar et 5,7% par rapport à l'euro), Londres espère ainsi relancer ses exportations et le futur gouverneur de Banque d'Angleterre a déjà laissé entendre qu'il ne serait pas trop tâillon sur l'inflation. Ce qui veut dire que l'autorité monétaire britannique pourrait recommencer à inonder le système de liquidités.

## Les bas salaires européens

D'après une étude publiée par l'Eurostat [4] le 20 décembre 2012, 17% des travailleurs de l'UE et 14,8% des travailleurs de la zone euro percevaient des "bas salaires horaires, compte tenu des conditions de chaque pays" (ce qui désigne une transposition du seuil de pauvreté au revenu horaire : ce seuil est de 1,90 Euros en Lettonie et de 16,60 Euros au Danemark). Vive la concurrence libre et non faussée, chère aux eurocrates !... Les pays qui comptent le moins de travailleurs payés à ces bas salaires horaires sont la Suède (2,5%), la Finlande (5,9%), la France (6,1%), la Belgique (6,4%) et le Danemark (7,7%). Par contre la proportion de travailleurs à bas salaires horaires est beaucoup plus importante dans des pays de l'Europe de l'Est : de 17,1% en Slovénie à 27,8% en Lettonie.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne se singularisent : ces taux y sont respectivement de 22,1% et 22,2% ! En Allemagne, 54,6% des salariés ayant un faible niveau d'études sont concernés : un record dans les 27 pays de l'Union européenne. Toujours « Deutschland über alles ! » ??

---

[1] Le Monde, 27/2/2013.

[2] Le Monde, 21/2/2013.

[3] Le Monde, 17-18/2/2013.

[4] Office statistique des Communautés européennes.